

DREAL-UD69-SP
DDPP-SPE-MM

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° DDPP-DREAL 2025-191
portant abrogation de l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL 2025-154 du 28 juillet 2025
et modifiant les prescriptions applicables à l'installation exploitée par
la société FRESENIUS MEDICAL CARE – SMAD
située ZI de la Ponchonnière – route de la Chanade à SAVIGNY**

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son article R.181-45 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L.411-2 ;

VU l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 octobre 2005 modifié régissant le fonctionnement des activités exercées par la société FRESENIUS MEDICAL CARE - SMAD située Zone Industrielle de la Ponchonnière – route de la Chanade à Savigny ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDPP-DREAL 2025-154 du 28 juillet 2025 ;

VU le dossier de porter à connaissance du 5 février 2024, de la société FRESENIUS MEDICAL CARE - SMAD complété en dernier lieu le 27 mai 2025, relatif au projet de création d'un bâtiment de stockage complémentaire ;

VU le rapport du 4 juin 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU la lettre du 8 septembre 2025 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT les mesures d'évitement, de réduction et l'absence d'impact résiduel significatif sur les espèces protégées ;

CONSIDÉRANT, que les modifications ne sont pas substantielles au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement pour actualiser les prescriptions réglementaires et les mettre en cohérence avec l'exploitation ;

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale du Rhône de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1

L'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL 2025-154 du 28 juillet 2025, modifiant les prescriptions applicables à l'installation exploitée par la société FRESENIUS MEDICAL CARE - SMAD située Zone Industrielle de la Ponchonnière - route de la Chanade à Savigny est abrogé.

ARTICLE 2

Il est accusé réception du porter à connaissance de la société FRESENIUS MEDICAL CARE - SMAD, en date du 5 février 2024, complété en dernier lieu le 27 mai 2025, récapitulant les modifications apportées par la création d'un bâtiment de stockage complémentaire, dénommé U50.

Les modifications objet du présent arrêté sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans la dernière révision du dossier déposé par l'exploitant.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2005 modifié restent applicables et sont complétées ou modifiées par les dispositions précisées dans les articles suivants.

ARTICLE 3 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau de l'annexe 1 de l'arrêté du 26 octobre 2005 modifié est remplacé par le tableau suivant :

N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime (1)
3410-h	Fabrication industrielle de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques tels que : - h) matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose)	Fabrication de polyuréthane : 5 600 kg/j Fabrication de fibres synthétiques : 4 600 kg/j NB : La rubrique 3410-h concernent les 2 activités	A (IED)

2910-A.1	<p>Combustion</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, ..., si la puissance thermique nominale de l'installation est :</p> <p>1. Supérieure à 20 MW</p>	<p>- U4 : 8 MW - U12 : 4 MW - U16 : 5,4+8,1 MW + Motopompe diesel : 2 x 0,28MW</p> <p>Total : 26,06 MW</p>	E
2661-1.b	<p>Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) :</p> <p>1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 10 t/j, mais inférieure à 70 t/j</p>	<p>19,5 t/j 13,5 t/j injection (U11) 6 t/j de soudure thermique</p>	E
2921-a	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle</p> <p>a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW</p>	<p>- U 4 : 1,8 MW - U 9 : 3,6 MW - U 12 : 1 MW - U 16 : 4 x 2 = 8 MW</p> <p>Total du site : 14,4 MW</p>	E
1185-2.a	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p>	<p>18 groupes froids 1 962,5 kg</p> <p>Maintenance Bâtiment: 2 groupes froids de 5,5 kg cumulés climatisations 500,31 kg</p> <p>2468,31 kg</p>	DC
1436-2	<p>Stockage ou emploi de Liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, à l'exception des boissons alcoolisées</p>	<p>Emploi de 155t de DMAC</p>	DC
2311-2	<p>Traitement de fibres synthétiques par lavage</p> <p>La quantité de fibres susceptible d'être traitée étant :</p> <p>2. supérieure à 500 kg/j, mais inférieure ou égale à 5 t/j</p>	<p>Fabrication de fibres synthétiques : 4,6 t/j</p>	D
2661-2b	<p>Transformation de Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) :</p> <p>2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j</p>	<p>5,7 t/j</p> <p>fibres: 3/j chips: 1,7 t/j bobines: 0,5 t/j poches: 0,5T/j</p>	D

2662-2	Stockage de polymère (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) 2. supérieure ou égale à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Total du site : 680 m³ dont U13 : 680 m ³	D
2663-2.a	Stockage de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs élastomères, résines et adhésifs synthétiques) 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 10 000 m ³	Total du site : 12 383 m³ dont U7 : 5 353 m ³ dont U13 : 811 m ³ dont U50 : 6 218 m ³	E
2515-1b	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes La puissance installée des installations, étant : c. Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	74,4 kW	D
2925-1	Accumulateurs (ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Batteries : 84 kW	D
1978-20	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 20. Fabrication de produits pharmaceutiques, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 50 t/ an	100 t/an	D

(1) : A = autorisation, E = enregistrement, D = déclaration, DC = déclaration avec contrôle périodique

ARTICLE 4 : Situation de l'établissement

Il est ajouté le paragraphe suivant au point 1.2.2 de l'article 1 DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES de l'arrêté du 26 octobre 2005 modifié :

« Le bâtiment U50 est situé sur le territoire des communes de SAVIGNY et SAIN-BEL sur les parcelles cadastrales suivantes :

Commune	Section	Parcelles
Savigny	B	1478, 1479, 1485, 1490, 1586, 1589, 1591
Sain-Bel	U	2758, 2776, 2777, 3003, 3022, 3023, 3028, 3030, 3037, 3038

ARTICLE 5 : Bruit

Le point 2.4.1 **Bruits et vibrations** de l'article 2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT de l'arrêté du 26 octobre 2005 modifié, est complété par la phrase suivante :

« Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les trois mois suivant la mise en service du bâtiment U50, puis au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié. »

ARTICLE 6 : Entrepôt de matières plastiques U7 et U13

L'intitulé du point « **5 – ENTREPÔTS DE MATIÈRES PLASTIQUES (bâtiments U7, U7 bis et U13)** » de l'article 3 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS de l'arrêté du 26 octobre 2005 modifié, est remplacé par l'intitulé suivant : « **5 – ENTREPÔTS DE MATIÈRES PLASTIQUES (bâtiments U7 et U13)** »

Le point 5.0 de l'article 3 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS de l'arrêté du 26 octobre 2005 modifié, est remplacé par :

« 5.0 Les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux stockages de polymères relevant de la déclaration au titre de la rubrique 2662, non contraires à celles du présent arrêté sont applicables aux stockages dans les bâtiments U7 et U13. En particulier, la hauteur des silos intérieurs est limitée à 10 m.

Les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux stockages de matières plastiques relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique 2663, non contraires à celles du présent arrêté, sont applicables aux stockages dans les bâtiments U7 et U13. En particulier, la hauteur des silos intérieurs est limitée à 10 m pour les bâtiments U7 et U13. Les bâtiments U7 et U13 sont considérés comme des installations existantes à la date du présent arrêté vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux stockages de matières plastiques relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique 2663. »

ARTICLE 7 : Bâtiment U50

Il est ajouté le point 12 à l'article 3 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2005 modifié :

« 12 – BÂTIMENT U50

12.1 – Généralités

Les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux stockages de matières plastiques relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique 2663, sont applicables aux stockages dans le bâtiment U50.

12.2 – Hauteur de stockage et passages libres entre les stockages du bâtiment U50

Par dérogation aux prescriptions applicables du point 2.4.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010, la hauteur des stockages dans la cellule dédiée au stockage de matières plastiques du bâtiment U50 est limitée à 12 mètres (haut de la palette) et la largeur des passages libres entre les stockages du bâtiment U50 est de 1,9 mètre. Les mesures compensatoires suivantes sont mises en œuvre :

- la cellule de stockage de matières plastiques du bâtiment U50 est équipée d'un système de sprinklage de type ESFR ;
- présence permanente d'équipiers de seconde intervention dans l'établissement. Ces équipiers sont automatiquement alertés par un déclenchement du système sprinklage du bâtiment U50.

12.3 – Moyens de lutte contre l'incendie du bâtiment U50

12.3.1 – Généralités

Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, est apposé à chaque entrée du bâtiment U50 pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers. Le plan doit avoir les caractéristiques des plans d'intervention définies par les normes en vigueur.

Les poteaux incendie sont contrôlés tous les 3 ans sur le plan fonctionnel et au plus tous les 9 ans pour les mesures de débit-pression. Les résultats des contrôles sont transmis au maire ainsi qu'au service départemental-métropolitain d'incendie et de secours pour mise à jour de la base de données des points d'eau incendie. Ces résultats sont aussi tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

12.3.2 – Besoins en eau

Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre pour le bâtiment U50, sans être inférieur à 570 m³/h durant deux heures.

L'exploitant est en mesure de justifier à la préfète la disponibilité effective des débits et des réserves d'eau.

L'exploitant dispose de :

- minimum cinq points d'eau incendie sous pression, délivrant chacun au minimum 60 m³/h pendant deux heures ;
- minimum deux poteaux relais associés à une réserve de minimum 620 m³ permettant d'assurer la défense incendie au Sud du bâtiment U50 ;
- minimum deux points d'aspiration d'eau incendie associés au tubosider d'une capacité de 243 m³ situé en amont du bassin de confinement des eaux d'extinction U13 d'une capacité de 2 367 m³.

La réserve d'eau d'une capacité minimale de 620 m³ est munie de dispositifs permettant sa réalimentation par les services d'incendie et de secours.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées et aux services d'incendie et de secours, avant la mise en service des installations :

- pour chaque point d'eau incendie normalisé, une attestation garantissant la conformité aux normes et le débit à 1 bar (pression résiduelle) ;
- des résultats de mesures unitaires et simultanées de débit-pression sur les points d'eau incendie, garantissant la disponibilité effective des débits et des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie.

Si les mesures débit-pression réalisées mettent en évidence des insuffisances, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour garantir la disponibilité effective des besoins en eau. Le cas échéant, il transmet à l'inspection des installations classées et aux services de secours et d'incendie la localisation, les caractéristiques et les justificatifs de conformité des points d'eau incendie complémentaires mis en place.

12.3.3 – Aires d'aspiration des eaux d'extinction incendie

Avant la mise en exploitation du bâtiment U50, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées et aux services de secours et d'incendie, la justification de la comptabilité et la fiabilité des dispositifs mis à disposition des services d'incendie et de secours pour l'aspiration des eaux d'extinction incendie depuis le tubosider avec les matériels des services d'incendie et de secours.

12.4 – Préservation de la faune et de la flore du tènement du bâtiment U50

Mesure d'évitement

ME1 – Définition des caractéristiques du projet

Une partie du tènement du bâtiment U50 est conservée. La zone à conserver, représentant 200 m² par 40 m et environ 8 300 m², est localisée en vert en ANNEXE 1. Son emprise est mise en défens de façon temporaire dès le démarrage du chantier et pendant toute la phase travaux par le biais d'une rubalise ou d'une clôture de chantier. Pour les sujets arborés, la mise en défens intègre un périmètre de sécurité correspondant à l'étendue du système racinaire.

Mesures de réduction

MR1 – Adaptation des périodes de travaux au cycle biologique des espèces

Les travaux d'abattage d'arbres et de débroussaillage, sur l'emprise du tènement du bâtiment U50, sont réalisés exclusivement entre le 1er septembre et le 1er mars.

MR2 – Dispositifs préventifs de lutte contre les espèces exotiques envahissantes

En phase travaux, les précautions suivantes sont mises en œuvre sur l'emprise du tènement du bâtiment U50 :

- les engins de chantier sont nettoyés avant leur départ du site sur des zones identifiées et adaptées ;
- tous les matériaux extraits du chantier et susceptibles d'être réutilisés sont analysés. En cas de contamination, ils sont évacués selon une filière adaptée ;
- les terres mises à nu sont revégétalisées le plus rapidement possible.

La gestion des espèces d'ambrosie est réalisée conformément à l'arrêté ARS 2019-10-0089 du 28 mai 2019 relatif à la lutte contre les espèces d'ambrosies dans le département du Rhône.

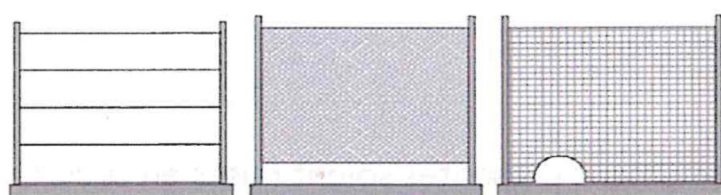
MR3 – Limitation et adaptation de l'éclairage

Tout éclairage permanent est proscrit sur l'emprise du tènement du bâtiment U50. Un éclairage adapté est admis sous réserve du respect de la réglementation en vigueur (arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses) et des prescriptions suivantes :

- modalités d'éclairage dissociées en fonction des modalités d'utilisation de l'espace ;
- puissance nominale des lampes utilisées réduite ;
- aucun éclairage en direction des espaces à enjeux écologiques ;
- limitation de la durée d'éclairage au moyen de minuteries ou de détecteurs de mouvements installés à proximité des luminaires ;
- utilisation de lampadaires ne diffusant pas de lumière vers le ciel et la dirigeant uniquement là où elle est nécessaire (angle de projection de la lumière ne dépassant pas 70° à partir du sol), équipés de verres lumineux plats et de capots réflecteurs ;
- utilisation exclusive de lampes à Sodium Basse Pression (SBP) et/ou de LEDs ambrées à spectre étroit.

MR4 – Maintien de la transparence vis-à-vis des déplacements de la faune

Les clôtures ceinturant le tènement du bâtiment U50 permettent le passage de la petite faune en ménageant un espace au sol d'une dizaine de centimètres. La figure ci-dessous présente quelques dispositifs utilisables.



12.5 – Panneaux photovoltaïques

L'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, section V est applicable à l'installation de panneaux photovoltaïques présente sur la toiture du bâtiment U50.

Avant la mise en service des équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque, l'exploitant transmet à la préfète, une étude par un organisme compétent justifiant la conformité de l'installation à la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 précité et aux dispositions du guide de recommandations établi par le service départemental-métropolitain d'incendie et de secours, de septembre 2022, intitulé « Préconisations du SDNIS lors de l'installation de panneaux photovoltaïques », annexé au présent arrêté. ».

ARTICLE 8 : PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée aux mairies de Savigny et de Sain Bel et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairies de Savigny et Sain Bel pendant une durée minimum d'un mois.

Les maires de Savigny et Sain Bel feront connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 9 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans le Rhône de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1^{er} jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône - direction départementale de la protection des populations - 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision (société Fresenius Medical Care - SMAD , ZI de la Ponchonnière - route de la Chanade 69210 Savigny), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

ARTICLE 10 : EXÉCUTION

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, et les maires de Savigny et Sain Bel sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société FRESENIUS MEDICAL CARE - SMAD et dont une copie sera adressée au sous-préfet de Villefranche-sur-Saône.